

Les syndicats des finances publiques manifestent à Tulle contre la fermeture de douze trésoreries en Corrèze

Publié le 12/10/2021 à 11h33



L'intersyndicale des agents des finances publiques a manifesté contre la suppression des trésoreries en milieu rural. © Agnès GAUDIN

Ce mardi matin, l'intersyndicale CGT-FO et Solidaires des finances publiques a manifesté devant la Cité administrative de Tulle, où se tenait un comité technique local au cours duquel devait être confirmée la fermeture de douze trésoreries en Corrèze.

Sur les douze cageots, douze affiches. Parmi elles, "RIP, ci-git la trésorerie de Seilhac. Victime du NRP (*nouveau réseau de proximité, NDLR*).". Ce mardi matin, ces petits panneaux installés sur le parvis de la Cité administrative de Tulle, attendaient la directrice des services fiscaux de Corrèze et ses adjointes qui venaient participer à un comité technique local dans lequel devait être confirmée la fermeture de douze trésoreries.

"Les usagers vont devoir aller à Tulle"

"Depuis le 1er septembre, les trésoreries de Corrèze et Seilhac sont fermées et celle d'Allasac, Beynat, Bort-les-Orgues, Bugeat, Larche, Malemort, Meymac, Meyssac, Neuvic et Objet le seront à l'horizon 2022-2023", liste Frédéric Soulet, de la CGT finances publiques, participant à l'intersyndicale qui, ce matin, a boycotté le comité technique local. "Ces fermetures ont été annoncées quand Gérald Darmanin, alors ministre de l'action et des comptes publics, était venu en Corrèze en mars 2019", rappelle Cyril Lambert, de la CGT finances publiques.

Pour l'intersyndicale, ces fermetures ont des conséquences directes sur le service apporté aux usagers. "La direction justifie cette décision par l'accès au numérique, mais il y a des usagers qui n'ont pas Internet. Elle avance aussi la mise en place des Maisons France services, mais l'Etat se fait substituer par les mairies et les agents qui y travaillent donnent un accès à Internet, mais ne peuvent en aucun cas renseigner les usagers sur un point précis de leur impôt sur le revenu. Ils seront obligés de venir à Tulle", estime Frédéric Soulet, qualifiant ces fermetures de "nouvelle casse du service public". "Les trésoreries n'avaient pas vocation à répondre à des questions précises sur l'impôt sur le revenu, mais les agents le faisaient ou appelaient les services à Tulle. Maintenant, les usagers vont devoir venir à Tulle, prendre rendez-vous..."

La fermeture de ces trésoreries impactera aussi une trentaine d'agents : "Ils vont changer de lieu de travail en fonction de leur domicile et la question du reclassement des cadres se pose", indique-t-il, tout en soulignant aussi une nouvelle organisation pour les communes. "Pour les élus qui dépendent des trésoreries qui ferment, des conseillers décideurs locaux vont être installés et ils répondront aux élus, mais le problème est que cela ne pourra se faire que par rendez-vous puisqu'ils seront en charge de plusieurs communes", fustige le syndicaliste.

Estelle Bardelot